Le CNRS dans l'« Orient compliqué »

Le Centre de recherche français de Jérusalem

Catherine Nicault

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/3272>
DOI : 10.4000/histoire-cnrs.3272
ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 5 novembre 2001
ISBN : 978-2-271-05925-3
ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Catherine Nicault, « Le CNRS dans l'« Orient compliqué » », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 5 | 2001, mis en ligne le 20 juin 2007, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/3272> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.3272>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

Le CNRS dans l'« Orient compliqué »

Le Centre de recherche français de Jérusalem

Catherine Nicault

- 1 C'est pur hasard si Jean Perrot se retrouve à Jérusalem, en décembre 1945, pensionnaire de l'École biblique et archéologique française. Diplômé de l'École du Louvre, élève de René Dussaud et d'André Parrot, deux maîtres de l'archéologie syrienne¹, le jeune homme rêvait sans doute d'archéologie et d'Orient, mais en Mésopotamie. L'occasion a fait le larron : depuis 1920, le ministère des Affaires étrangères (MAE) envoyait chaque année à l'École biblique des Dominicains de la Ville sainte un boursier désigné par l'Académie des inscriptions et belles-lettres. En 1945, la toute nouvelle Direction générale des relations culturelles (DGRC) du Quai d'Orsay, bien décidée à regagner, et au-delà, les positions culturelles de la France à l'étranger, porte à deux le nombre annuel des boursiers². J. Perrot est donc l'un des deux premiers bénéficiaires de cette mesure, son séjour devant s'achever en août 1946.
 - 2 Tel est le point de départ, fortuit comme souvent, du plus ancien établissement du CNRS à l'étranger, où s'écrivit une page de l'archéologie préhistorique française au Moyen Orient au xx^e siècle³. Le Centre de recherche français de Jérusalem offre cependant d'autres perspectives à qui veut bien se plonger dans les archives⁴ : un processus d'élaboration institutionnelle laborieux dans le contexte particulier du conflit israélo-arabe, un exemple de partenariat entre le CNRS et les Affaires étrangères, son fonctionnement concret, ses opportunités comme ses aléas pour les chercheurs et les structures de recherche, sans oublier bien entendu l'aventure personnelle de son « inventeur ».
- Années d'incubation (1945-1953)
- 3 Car, son temps de boursier accompli, J. Perrot fait l'impossible pour rester dans un pays qui l'a séduit⁵. La Palestine de l'époque, c'est à la fois l'Orient, sa lumière, le pittoresque de sa population majoritairement arabe, et un pays pionnier qui se projette furieusement vers l'avenir. Entre Arabes et Juifs – 500 000 individus environ, venus renforcer le Foyer national créé par les Britanniques en 1917 –, la tension monte chaque jour, de même qu'entre la population juive et les autorités du mandat britannique, accusées de favoriser les visées nationales arabes. Sans s'engager au sens

plein du terme, le jeune Français s'implique en milieu juif, fréquente l'Université hébraïque et la famille d'Eliezer Ben Yehuda, le père de l'hébreu moderne, apprend l'hébreu lui-même.

- 4 Le bilan de l'étudiant J. Perrot est plus mitigé. Brillante en Égypte, en Iran, en Afghanistan, en Syrie et au Liban, l'archéologie orientale française n'a pas le même éclat en Palestine, car elle n'y jouit pas des mêmes moyens : chichement subventionnée par les Affaires étrangères, l'École biblique et archéologique française de Jérusalem compte moins en archéologie de terrain que par sa bibliothèque, son enseignement et *La Revue biblique* qu'elle édite. Seul, dans l'entre-deux-guerres, René Neuville a marqué le domaine des recherches préhistoriques; chancelier, puis vice-consul à Jérusalem de 1928 à 1937 et préhistorien, R. Neuville est l'ultime représentant d'une longue lignée de diplomates archéologues, dont il se distingue cependant par ses compétences scientifiques réelles⁶.
- 5 Pour revenir à J. Perrot, le directeur de l'École, le sévère père Roland Guérin de Vaux, n'apprécie pas ses « fréquentations », propres à compromettre selon lui la « neutralité » de son établissement – neutralité cachant mal, à vrai dire, l'antisionisme de certains bons pères; il réproche en particulier celle de la famille Ben Yehouda à l'influence de laquelle son ordre attribue la retentissante défection, en 1931, du prier Édouard Dhorme, l'éminent assyriologue⁷. L'ire du père de Vaux trouve un autre aliment dans la réserve du pensionnaire devant l'état des connaissances sur la préhistoire, « un véritable marécage scientifique⁸ » dira l'intéressé, et sa désinvolture lors de la campagne de fouilles que, soutenue par le Quai d'Orsay, l'École organise dans l'été 1946 à Tell el Fara'h, l'antique Tirzah de la Bible, la première capitale d'Israël⁹. D'où la rupture entre les deux hommes, R. de Vaux faisant alors campagne pour que J. Perrot rentre au pays.
- 6 En somme, sans le retour de R. Neuville à Jérusalem en juin 1946, les affaires du jeune J. Perrot se présentaient plutôt mal. Dans un pays troublé, accaparé par les devoirs de sa charge, le nouveau consul général de France trouve encore le temps d'être pour lui un mentor. Dans sa bibliothèque, penché sur ses collections de silex dont il lui confie l'étude, témoin des rencontres entre le consul et les spécialistes des sciences de la Terre de l'Université hébraïque, J. Perrot acquiert les bases nécessaires en préhistoire générale et palestinienne ainsi que la prescience des bienfaits de l'interdisciplinarité. Aussitôt conclus les armistices de 1949 entre le jeune Israël et ses voisins arabes, le consul l'enrôle sur ses chantiers du désert de Judée, lui offrant ainsi sa première véritable expérience de terrain. Ce faisant, la vocation du jeune archéologue pour la préhistoire récente palestinienne s'affirme : il se consacrera, c'est décidé, à la période située entre le Paléolithique – la spécialité de R. Neuville – et le premier âge du bronze, déjà exploré par divers archéologues protohistoriens.
- 7 La recommandation du consul n'est sûrement pas étrangère non plus à l'obtention par son protégé, au sein du lointain CNRS renaissant, d'une modeste situation d'« attaché de recherches » pour une période d'un an (renouvelable) à compter du 1^{er} octobre 1946¹⁰. Son dossier a été instruit par le premier Comité national de la recherche scientifique, précisément par la section « histoire » du groupe des « sciences humaines », qui comprend en fait les historiens, les historiens de l'art et les archéologues classiques et orientalistes¹¹. Contre le père de Vaux, dont une lettre est lue en séance, il se découvre alors en Édouard Dhorme, membre de la dite section, un autre « puissant protecteur¹² ». Ainsi la carrière de J. Perrot démarre-t-elle à l'ombre de

l'archéologie orientale, logique géographique oblige, et non sous l'aile des préhistoriens, regroupés avec les ethnologues dans une autre section du Comité national. Une situation qui ne sera pas sans conséquences sur la suite de sa carrière.

- 8 Toujours est-il que, jusqu'à son décès, le 23 juin 1952, R. Neuville lui donne tout son appui lorsque revient, chaque année, le moment de demander le renouvellement de son allocation¹³. À l'automne 1951, il est même promu au grade de chargé de recherche. Au total cependant, ses conditions d'existence sont très difficiles car aucune disposition particulière n'est prévue pour les allocataires résidant d'une manière continue à l'étranger. Mis à part certaines faveurs occasionnelles de la Commission des relations extérieures¹⁴, J. Perrot doit vivre de l'allocation qui aurait été la sienne en France (l'équivalent du salaire d'un assistant), en dépit de la hausse spectaculaire du coût de la vie en Israël et des fluctuations incessantes des monnaies, qui épongent les augmentations péniblement obtenues¹⁵. Au moins R. Neuville le laisse-t-il libre, de 1947 à 1952, d'enseigner le français ici et là, ou de s'essayer au journalisme écrit et radiophonique, y gagnant, outre un complément de revenu, une expérience des médias et toutes sortes de relations. Autre particularité: il vit en Israël en « électron libre », sans rattachement à une unité précise. Là encore, il est probable que le poids de R. Neuville, devenu son directeur de recherche par décision de son disciple dès avril 1947, a permis cette anomalie¹⁶.
- 9 Il ne faudrait pas sous-estimer toutefois le rôle des circonstances politiques locales dans le destin du jeune chercheur. Après la guerre, tous les archéologues français confirmés travaillent ou désirent retravailler dès que possible dans les pays arabes, ennemis irréductibles d'Israël, où se trouvent leurs terrains de fouilles. Préjugé, manque d'intérêt ou crainte de s'aliéner les autorités arabes, ni eux ni leurs élèves ne sont attirés par le potentiel archéologique du nouvel État juif. Quant à l'École biblique et archéologique, elle se retrouve, une fois consommée la partition de Jérusalem, en zone jordanienne. La place est donc libre en Israël, pour qui y jouirait de la confiance de la direction des Antiquités. Or, pour des hommes comme É. Dhorme ou R. Dussaud, très soucieux du rayonnement de l'archéologie française en Orient, J. Perrot, « le seul civil français qui parle hébreu¹⁷ », est l'homme de la situation. Cet atout, J. Perrot en fera l'amère expérience, est aussi un frein : face aux intérêts archéologiques français dans les États arabes, les recherches en Israël ne pèseront jamais très lourd.
- 10 Être un archéologue allocataire du CNRS est une chose, obtenir des crédits de fouilles en est une autre, puisqu'ils sont délivrés après guerre non plus par le CNRS mais par le ministère des Affaires étrangères, précisément par la « Commission des fouilles et missions archéologiques », nouvel avatar de la XVI^e Commission du CNRS de Vichy passée à la DGRC¹⁸. En distinguant à la source les crédits versés aux chercheurs et aux programmes de fouilles, la réforme vise à donner à l'archéologie française les moyens d'une politique ambitieuse fondée sur un partage rationnel des rôles, la nécessaire circulation des informations entre les organismes étant assurée par les hommes : la DGRC est représentée à la commission des relations avec l'étranger du CNRS, et le CNRS à celle des fouilles ; on retrouve les mêmes savants pour l'évaluation dans les deux instances, ou dans les sections *ad hoc* du Comité national.
- 11 Si l'arrêté créant la nouvelle Commission des fouilles du Quai d'Orsay et nommant Claude Schaeffer, l'archéologue de Ras Shamra (Ougarit), aux fonctions de secrétaire général date de 1947, le nouveau système fonctionne depuis le printemps 1945 au moins. Le projet semble avoir été mûri dans les rangs de la France combattante à Alger,

entre autres par celui qui était alors le commandant Schaeffer, capitaine de corvette dans les Forces navales de la France libre¹⁹. Parmi les cinq sous-commissions géographiques, c'est de l'« Asie antérieure et Proche Orient », présidée par R. Dussaud pendant les premières années – et non de « préhistoire et Amérique » – que relèvent les fouilles « palestiniennes »²⁰. Là s'adressent le père de Vaux et R. Neuville, par lequel le nom de J. Perrot est parvenu à la Commission dès 1950.

- 12 C'est pourtant grâce à une subvention du CNRS²¹ que le jeune archéologue sonde au printemps 1952 divers sites antérieurs à l'âge du bronze (entre 3500 et 3000 av. J.-C.) au nord du désert du Néguev, preuve que la frontière entre les crédits chercheurs et les crédits de fouilles n'est pas si tranchée. Son choix fixé sur le mamelon d'Abou Matar, non loin de Beersheva, il n'obtient de la Commission des fouilles qu'une « somme ridicule²² », et à des conditions plutôt inhabituelles. « La Commission, prenant en considération le fait que la plupart des missions qu'elle subventionne travaillent dans les pays arabes du Proche-Orient, a estimé qu'il était inopportun de faire apparaître le rattachement, même partiel, de la mission de M. Perrot à la Commission », explique Jean Baillou de la DGRC au successeur de R. Neuville à Jérusalem. Dès lors, verrait-il un inconvénient à ce que « la mission de M. Perrot fût subventionnée par le Département au titre de « Mission du Consulat général de France à Jérusalem », cette formule permettant d'éviter de mentionner Israël²³ » ?

- 13 La prudence politique n'est pas tout dans cette affaire ; les temps obscurs de la préhistoire n'inspirent guère les membres de la sous-commission, grandes figures de l'archéologie protohistorique orientale et conservateurs des Musées nationaux soucieux d'agrandir les collections. N'importe : J. Perrot a le pied à l'étrier. Un séjour en France pour vérifier le niveau de ses connaissances et nouer des liens fructueux avec les jeunes préhistoriens français²⁴, et le voilà à pied d'oeuvre en septembre 1953 à Abou Matar.

Volontarisme et improvisation : la Mission archéologique française en Israël (1954-1964)

- 14 La chance l'y attendait : au terme de cette première campagne, il tombe sur un véritable village souterrain avec un riche mobilier et, en surface, « des traces indiscutables d'une métallurgie du cuivre », le tout attestant un processus original de sédentarisation en milieu semi-aride au IV^e millénaire av. J.-C.²⁵. Ces trouvailles justifient, à Abou Matar, et bientôt sur d'autres sites du Néguev septentrional et occidental (Safadi, Ghazzeh...) pas moins de huit campagnes de 1953 à 1961. Le financement, néanmoins, est laborieux. Pour boucler sa première campagne, J. Perrot emprunte. En 1954, sans subvention, il fouille grâce à « un mécène israélien »²⁶. Étant enfin parvenu à faire parler de ses découvertes, J. Perrot peut tabler à compter de 1955 sur les subsides annuels, mais toujours parcimonieux, de la Commission des fouilles dont les augmentations ne couvrent guère, et avec retard, que la hausse phénoménale du coût de la vie dans un Israël dévoré par l'inflation²⁷. L'achat d'un véhicule indispensable doit être réalisé sur le compte du consulat, de façon peu régulière.
- 15 À coup sûr, J. Perrot paie là l'hostilité personnelle de C. Schaeffer, secrétaire général de la Commission des fouilles jusqu'en 1959, puis son vice-président ; le jeune archéologue a le tort d'avoir été l'élève d'A. Parrot²⁸, celui aussi de fouiller en Israël, alors que C. Schaeffer cherche à renouer avec les pays arabes les fils d'une collaboration archéologique rompus par l'affaire de Suez²⁹. Pire peut-être : J. Perrot a l'audace de

défendre des thèses contraires aux siennes³⁰. Reste que la parcimonie de la Commission a aussi des raisons structurelles : poids des anciennes et prestigieuses « missions » dévoreuses de crédits comme Mari, Ras Shamra ou Tanis, volonté d'expansion dans d'autres contrées lointaines, notamment en Amérique du Sud, cela dans un contexte de grandes difficultés budgétaires³¹.

- 16 Impossible pour J. Perrot de compter compenser sur ses ressources personnelles³². Non qu'il soit particulièrement maltraité par la section du Comité national dont il dépend désormais, celle des « civilisations non classiques », puis à partir de 1960 celle des « langues et civilisations orientales ». R. Dussaud, puis le préhistorien Raymond Vaufrey, ses nouveaux directeurs de recherche successifs, sont pour lui des « parrains bienveillants ». Il grimpe lentement mais normalement, semble-t-il, les échelons. Néanmoins, touchant une bourse forfaitaire, il se débat toujours dans les mêmes difficultés contre lesquelles ses protestations sont vaines. Comme on le lui fait remarquer, il n'est pas fonctionnaire, à l'instar des agents diplomatiques français en Israël au sort plus enviable³³. Le pire advient en 1957-1958, lorsque le CNRS, privé de devises, se met à le régler en « bons Unesco » en dollars, qu'il doit monnayer sur place à perte. Invité à l'université de Chicago en 1958 pour un colloque organisé par le célèbre *Oriental Institute*, son allocation lui est même momentanément supprimée. L'expérience américaine, souvent renouvelée par la suite, est néanmoins essentielle sur le plan scientifique : J. Perrot découvre une « archéo-anthropologie » visant à l'interprétation globale de l'homme préhistorique dans son milieu ; la distance, les contacts noués avec des confrères expérimentés aidant, il comprend que la réponse à son interrogation sur le Néolithique réside dans des recherches qu'il faudrait étendre à l'ensemble de la région.
- 17 Sans le soutien des autorités d'Israël, J. Perrot aurait été en réalité très démuné. Bien vu du service des Antiquités, l'archéologue est aussi aidé par la municipalité de Beersheva qui lui fournit un local, tandis que le ministère du Travail lui offre une main-d'oeuvre quasi gratuite. Son équipe trouve des gîtes à bon marché dans les *kibboutzim* voisins des fouilles. La passion de ce pays pour l'archéologie et l'excellence des rapports franco-israéliens aux alentours de l'épisode de Suez ont bien entendu leur part dans cette générosité ; mais l'envoi d'ouvriers non qualifiés sur les chantiers de fouilles est aussi une façon de donner du travail aux nouveaux immigrants « orientaux » de l'époque, souvent des juifs tunisiens et marocains, dont beaucoup sont précisément dirigés sur Beersheva, ville alors largement francophone.
- 18 Complétée par un sous-sol loué rue HaPalmakh à Jérusalem, ce début d'infrastructure permet d'accueillir sur les chantiers dès 1954 des étudiants de l'Université hébraïque ainsi que des collègues du CNRS, comme la zoologue Thérèse Josien, l'anthropologue Denise Ferembach, ou l'archéologue Henri de Contenson³⁴. Ainsi commence-t-on à parler dans les instances parisiennes de la « mission Perrot », structure dépourvue de tout statut officiel, mais usage que le « chef de la mission » encourage, instruit par l'exemple israélien des vertus créatrices du volontarisme. À partir de 1958, l'appellation « Mission archéologique française en Israël » entre dans les moeurs, sans que l'équipe, toujours informelle, ne bénéficie, et pour cause, du moindre crédit de fonctionnement³⁵.
- 19 N'empêche : outre les fouilles de Beersheva, J. Perrot est invité par un illustre collègue israélien, Yigael Yadin, à faire une incursion, de 1955 à 1957, dans l'âge du bronze sur le site biblique de Hatzor en Galilée. Plus attiré cependant par les horizons du Natoufien

(X^e et IX^e millénaire av. J.-C.), il découvre à Ain Mallaha en Galilée orientale qu'une installation semi-sédentaire a pu accompagner une économie de prédation (cueillette, chasse, pêche), avant toute économie de production (agriculture, élevage)³⁶. Le service israélien des Antiquités lui confie encore en 1958-1959 la fouille de Yazur (ou Azor), une grotte sépulcrale du IV^e millénaire, avant qu'il n'entame en 1961-1962 l'exploration du gisement néolithique de Munhatta (VIII^e millénaire), au sud du lac de Tibériade. Cela, pour n'évoquer que les chapitres archéologiques les plus saillants de ces années bien remplies.

- 20 Archéologue confirmé, J. Perrot cherche désormais à la fois à consolider sa base en Israël et à étendre son aire d'investigation. En 1959 et 1960, en 1962 à nouveau, muni de subventions du CNRS et du ministère, il prospecte les sites néolithiques de Turquie méridionale et visite les chantiers américains du Kurdistan iranien. Pays occidentaux et non arabes, la Turquie et l'Iran des Pahlavi sont en effet les seules contrées où l'on peut se rendre à partir d'Israël. De fait, la compartimentation politique du Moyen-Orient complique singulièrement la mise sur pied d'un établissement capable d'orchestrer « une action concertée à l'échelle du Proche-Orient ». Une discussion avec un collègue aux États-Unis fournit fortuitement la solution : aux équipes de chercheurs rassemblés sur un objectif scientifique commun, la direction du CNRS propose depuis l'automne 1963 un nouveau dispositif : les « recherches coopératives sur programme (RCP) »³⁷.

Aux beaux jours de la RCP 50 (1964-1973)

- 21 Assuré du soutien du géographe Pierre Monbeig, alors directeur adjoint du CNRS pour les lettres et des sciences humaines³⁸, J. Perrot s'emploie donc à monter la future RCP « civilisations préhistoriques et protohistoriques du Proche-Orient asiatique » : contacts avec les collègues – pour la plupart des habitués de ses chantiers israéliens –, constitution du dossier à présenter en mai 1964 à trois sections du Comité national, « Langues et civilisations orientales » (section 24, rattachement principal), « Anthropologie-préhistoire » et « Géologie ». Sept chercheurs CNRS comptent s'impliquer dans les deux axes de recherche – l'évolution des civilisations paléolithiques, la naissance et les premiers développements des civilisations agricoles – et sur divers chantiers en Israël, en Iran et en Turquie du Sud³⁹.
- 22 L'argumentaire sur lequel C. Schaeffer, le rapporteur principal, obtient l'ajournement du projet fait grand usage de réserves empruntées pour la forme à l'un de ses élèves qui fouille alors en Syrie, H. de Contenson⁴⁰. Pressenti, celui-ci a décliné l'offre de rejoindre la RCP, en raison « des inconvénients sérieux [de ce projet] pour nos travaux de recherches dans les pays du Proche-Orient ». Cette objection, J. Perrot avait voulu la prévenir, en vain, en arguant que l'organisation proposée n'était qu'« une mesure interne qui ne doit recevoir aucune publicité ». Mieux : le programme, selon C. Schaeffer, souffre de ne pas inclure les gisements néolithiques de Syrie et de l'Irak. Reproché scientifiquement fondé, mais quel moyen de faire autrement si les archéologues travaillant dans ces pays refusent de collaborer ?
- 23 La RCP 50 n'est pas moins créée en décembre suivant, après avis favorable cette fois du Comité national⁴¹. Forte à présent de neuf chercheurs, dont H. de Contenson, rallié, et le paléontologue Bernard Vandermeersch⁴², d'autres se tiennent prêts à collaborer. Les pays arabes du Moyen-Orient sont désormais partie intégrante du dispositif, J. Perrot insistant sur le fait que, par « un souci d'extrême prudence », les équipes ont été

conçues de manière à « éliminer pratiquement les passages de cette frontière [israélo-arabe] » et que la RCP ne recevra « aucune publicité »⁴³.

- 24 Précaution utile car, si le nouveau rapporteur de la section 24, A. Parrot, approuve le principe des recherches coordonnées, il réclame certains « aménagements » justifiés par la situation politique de la région⁴⁴. À un seul responsable – J. Perrot en l'occurrence –, il préférerait trois responsables, pour Israël (J. Perrot), pour les pays arabes (H. de Contenson), pour la Turquie⁴⁵. Signe des réticences du Comité national devant les RCP en général, dont il craint qu'elles ne nuisent à son rôle, il demande enfin que cette instance soit représentée à la Commission permanente de la RCP. Proposition retenue, tandis que J. Perrot s'efforce de calmer les jalousies en cédant rapidement la direction de la RCP à des proches⁴⁶. Mais, en coulisses, il continue de veiller à tout, bien que très absorbé, à partir de 1967, par ses responsabilités à la tête de Délégation archéologique française en Iran (DAFI)⁴⁷.
- 25 Renouvelée à deux reprises, la RCP 50 fut considérée en son temps comme un modèle du genre. Axés sur la question de la sédentarisation, sur l'apparition de *l'homo sapiens*, puis, à partir de 1967-1968, sur l'urbanisation au Moyen-Orient, les programmes de fouilles se déployaient d'une manière concertée en Israël (Qafzeh, Mallaha-Beisamoun, Munhatta, Ben Shemen, Abou Gosh), au Liban (Ksar Akil, Djeita), en Syrie (Mureybet, Ramad, Ras Shamra), à Chypre (cap Andréas), et en Iran (Suse, Djaffarabad)⁴⁸. Soit, en 1971, onze chantiers, dont six, notons-le, financés par le CNRS⁴⁹. La revue *Paléorient* inaugure, en 1972, le secteur éditorial.
- 26 Mais si l'équipe finit par rassembler tous les spécialistes des civilisations du Proche-Orient antérieures au III^e millénaire av. J.-C., les crédits, très ascendants de 1965 à 1968, sont quasi réduits de moitié ensuite, résultat d'une récession encore à ses débuts. Enfin, le « dispositif administratif léger » escompté à l'origine n'a pas tenu ses promesses; de trois au départ, les sections du Comité national appelées à évaluer la RCP sont passées à cinq⁵⁰; quant à la distribution des crédits du CNRS et de la Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques (DGRCST) du MAE entre les différentes équipes éparpillées dans divers pays aux changes variables, elle s'avère de plus en plus complexe. Après de vagues projets d'intégration de la RCP au Centre de recherche archéologique (CRA) récemment fondé à Valbonne⁵¹, il devient impératif, au début des années 1970, de réduire la voile.
- 27 Qu'advient-il dans cette aventure de la petite structure de Jérusalem ? Bien que le siège de la RCP soit fixé au Laboratoire de géologie du quaternaire de Bellevue « pour ne donner prise à aucun soupçon de la part de pays méfiants »⁵², elle devait constituer le point d'ancrage régional principal de la RCP. Cela ne lui vaut dans l'immédiat aucun crédit de fonctionnement de la part du CNRS, celui-ci étant toujours prélevé sur les crédits de fouilles. A. Parrot ayant fini par protester, le CNRS consent en 1967 que les loyers soient pris sur les crédits de missions par le canal de la RCP. Sans devenir un laboratoire du CNRS, la formation rebaptisée pour l'occasion « Centre de recherches préhistoriques français en Israël » (CRPF) gagne tout de même une certaine reconnaissance à cet arrangement⁵³.
- 28 Base logistique de la RCP, il draine en outre une bonne part de ses crédits d'équipement et obtient un poste de collaborateur technique, mais les aides locales temporaires, dont on ne peut se passer, restent rémunérées sur les crédits de fouilles⁵⁴.

- 29 Tant bien que mal donc, le Centre se dote d'infrastructures administratives, techniques et scientifiques, mais ces progrès même engendrent des locations multipliées de locaux. En plus des anciennes adresses de Beersheva et de la rue HaPalmakh (laboratoire photographique), le Centre a essaimé, à Jérusalem, au 4 de la rue Lincoln (secrétariat, bibliothèque, archives) et au monastère de Ratisbonne (salles d'études, dépôt des collections de comparaison, atelier de dessin et de restauration), sans compter le monastère d'Abou Gosh (salle de travail, dépôt de matériel) et divers autres dépôts. Pour J. Perrot, la solution serait de regrouper le tout au couvent d'Abou Gosh, vaste propriété de l'État français située à proximité de la Ville sainte⁵⁵, mais il ne parvient pas à emporter la décision.
- 30 Comme les crédits du Centre déclinent au même rythme que ceux de la RCP, J. Perrot ne voit d'autre issue, dès 1970-1971, que d'obtenir la participation de la DGRCSST aux frais de fonctionnement, quitte à envisager son éventuel « rattachement [à cet organisme] avec subvention du CNRS »⁵⁶ ; à défaut, il appelle de ses vœux l'établissement d'une convention entre les deux institutions. En somme, la croissance même du CRPF, associée à la disparition de la RCP, pose de façon pressante la question de l'avenir du Centre de Jérusalem.
- La Mission permanente (1974-1979)
- 31 Selon J. Perrot, l'idée de créer une structure nouvelle en partenariat entre le CNRS et le MAE serait née autour de 1972, à Suse, d'une discussion avec Raymond Odent, le président du Conseil d'administration (CA) du CNRS, pour résoudre les difficultés du Centre de Jérusalem⁵⁷. De fait, en juin 1973, le CA médite sur l'avenir du CRPF, considérant que « la situation actuelle au Proche-Orient conseille une stabilisation des moyens actuellement en place à Jérusalem, indépendamment des activités dans les autres pays de cette contrée ». Avec la DGRCSST, on négocie puisque, selon un document contemporain, les Affaires étrangères seraient disposées à prendre en charge le fonctionnement administratif du Centre⁵⁸.
- 32 Il n'en fut rien, mais la création d'« une Mission permanente du CNRS en Israël » est acquise dans l'été 1973⁵⁹. Entre les partenaires, pas de convention en bonne et due forme mais, semble-t-il, une concertation régulière⁶⁰. Pour J. Perrot, c'est à la fois l'obtention d'un statut pour sa formation, et, pour lui-même, promu directeur de recherche en 1971, celle d'un salaire indexé⁶¹. Finies les vaches maigres, voici même venu le temps des honneurs et des responsabilités collectives dans un environnement professionnel profondément renouvelé. La Commission des fouilles ne comprend plus, dès 1970, une seule figure des années 1950⁶². La section des langues et civilisations orientales, où siège désormais J. Perrot, accuse elle aussi le changement de génération.
- 33 La fondation de la MP3 s'insère également, dans une certaine mesure, dans le contexte global des relations franco-israéliennes. Un accord culturel conclu en 1959 prévoyait l'attribution réciproque d'un volant fixe de « mois-chercheurs », bientôt relayé par une convention entre le CNRS et son pendant israélien, le *National Council for Research and Development* (NCRD)⁶³. L'archéologie néanmoins n'est vraiment concernée qu'avec la conclusion d'un nouvel accord au début des années 1970. La Mission s'insère dans ce dispositif et joue un rôle d'accueil pour des chercheurs français en séjour temporaire, pour des doctorants aussi qui y font leur thèse, tandis que la volonté d'ouverture sur le pays d'accueil s'exprime par l'entrée de deux, puis trois, chercheurs israéliens dans son Comité de direction⁶⁴. Avec la réunification de Jérusalem, un rapprochement intervient aussi avec l'École biblique.

- 34 Pour autant, comment fonctionne la nouvelle formule ? Constatons d'abord que l'effort financier semble à peu près équivalent entre le CNRS – autour de 120000 F par an pour le fonctionnement général – et les Affaires étrangères qui continuent de subventionner les fouilles, ainsi que certaines publications. Mais le CNRS assume en sus les salaires, généralement indexés, du personnel affecté – cinq chercheurs en 1975, trois en 1977, deux postes et demi d'ITA (ingénieurs, techniciens et administratifs). La composition du Comité de direction, hors ses membres israéliens – un représentant du ministère pour quatre sièges dévolus au Comité national et six pourvus par la direction du CNRS – souligne du reste le rôle prépondérant du CNRS.
- 35 Marque du passage de l'organisme à « l'heure des *managers* »⁶⁵, la gestion des crédits, autrefois simples forfaits versés au directeur et seul responsable, doit se conformer à des règles imposées désormais à toutes les unités : système de régie et suivi exercé par une administration déléguée. Bientôt, l'agent comptable de l'ambassade de Tel Aviv joue le même rôle pour les subventions de la DGRCS⁶⁶. D'où une rigueur nouvelle, une certaine rigidité aussi, péniblement ressentie par le directeur. Très pris en Iran et à Paris, celui-ci peine, selon un observateur, à « assumer seul [...] la gestion d'une Mission permanente CNRS digne de ce nom ». A défaut d'un directeur adjoint jamais obtenu, l'établissement est doté d'un régisseur, désormais « pilier administratif de la Mission⁶⁷ ».
- 36 Quant aux « opérations de recherches », elles reprennent les axes de l'ancienne RCP 50, mais à l'intérieur des frontières israéliennes d'avant 1967 : sécurité et politique se conjuguent pour exclure les territoires occupés. Une équipe autour de B. Vandermeersch s'occupe toujours, sur le site de Qafzeh, des *homo sapiens* au Levant ; celle de J. Perrot termine des recherches sur le processus de sédentarisation à Beisamoun, Abou Gosh et Mallaha, tandis que Pierre de Miroschedji, récemment nommé à Jérusalem, s'intéresse, pour sa part, aux époques protohistoriques (III^e-II^e millénaires) et prépare la publication du matériel archéologique de Tell el Fara'h, fouillé naguère par le père de Vaux. Le souci de publier les résultats des fouilles, plus pressant avec le temps, pousse à mettre en route, en 1975, la série des *Mémoires et Travaux*.
- 37 Le problème des locaux, en revanche, demeure entier jusqu'à ce qu'émerge, en 1978, un nouveau projet. Il s'agit cette fois de louer à une congrégation et pour une somme très modique le vaste monastère inhabité d'Emmaüs, à mi-chemin entre Jérusalem et Tel Aviv. Une difficulté cependant : il est situé dans les « Territoires », à la lisière du « corridor » de Jérusalem d'avant 1967, dans une indentation du tracé de la frontière. Le feu vert du Quai, « considérant [...] comme acceptable, dans l'éventualité d'un règlement territorial, une rectification de la frontière en ce point en faveur d'Israël », scelle l'affaire : au CNRS revient la remise en état de l'intérieur, au ministère celle du gros œuvre⁶⁸. Réalisée au tout début des années 1980, cette opération signifie bien plus en réalité qu'un simple déménagement.
- Après 1980 : diversification et tribulations
- 38 L'installation à Emmaüs porte en effet en germe la diversification des activités, souhaitée par les deux organismes de tutelle, soucieux de rentabiliser leurs investissements et de promouvoir la coopération scientifique franco-israélienne. Sans doute ne s'agit-il d'abord que d'une extension du programme archéologique vers la paléontologie humaine et animale en amont et, en aval, vers la période historique, « de

façon à couvrir de manière cohérente le très long passé de la terre d'Israël⁶⁹ ». De fait, le lieu s'y prête : salles d'études et de collections, laboratoires de restauration, dépôts en tout genre, se déploient à loisir sur les quelque 2000 m² habitables, tandis que, la saison des fouilles venue, des centaines de jeunes volontaires peuvent camper dans le parc. Colloques et séminaires y trouvent un cadre idéal⁷⁰.

- 39 Dans les années 1980 donc, l'archéologie règne encore en maîtresse, sept ou huit opérations couvrant un champ qui va du Secondaire à la protohistoire⁷¹. Reste que le Centre reçoit déjà des chercheurs du CNRS en sciences humaines et sociales, en mission en Israël⁷², prélude à une diversification qui, diversement appréciée, s'affirme à la fin de la décennie, à l'initiative du directeur scientifique du département des sciences de l'homme et de la société du CNRS de l'époque, Jacques Lautmann. À vrai dire, non sans incohérence dans l'exécution. En novembre 1987, le sociologue Jacques Carroux est affecté à ce qui demeure un laboratoire d'archéologie pour bâtir avec des partenaires israéliens « le dispositif scientifique et administratif » d'un programme intitulé « Modernisation par les hautes technologies des sociétés française et israélienne » ; mais le financement n'en est pas ébauché avant mai 1989⁷³. Un second sociologue gagne Jérusalem en 1989 pour étudier le régime agraire en Palestine de 1858 à 1948, tandis qu'il est question d'attaquer le thème de l'intégration des Juifs d'Éthiopie en Israël. Rien d'étonnant à ce que le « pôle de recherches en sciences sociales » tarde à se dessiner.
- 40 C'est l'un des éléments de la crise que traverse la formation à cette époque⁷⁴. Le départ de J. Perrot à la retraite, à la fin de 1989, en est un autre, d'autant que J. Lautmann confirme ses intentions en imposant la direction par intérim à J. Carroux plutôt que d'accepter la candidature du paléontologiste Claude Guérin⁷⁵. Le mauvais climat tient aussi à l'éternel problème institutionnel et financier. En 1979, la DGRCSST s'était décidée à accorder à la base de la MP à Jérusalem – qui prend alors la dénomination de « Centre de recherche français de Jérusalem » (CRFJ) – un soutien distinct des crédits de fouilles, ainsi que l'autonomie financière. Mais « chacun des deux organismes [a] ses vues sur ce que devait être la mission du Centre » ; le CNRS y voit un laboratoire avant tout ; le MAE voudrait qu'à l'instar de ses instituts à l'étranger, il assume des tâches de collaboration scientifique bilatérale, de relations publiques et de diffusion de la recherche.
- 41 Ce malentendu pousse la DGRCSST à limiter en fait son appui, ce qui oblige le Centre, aux abois, à demander l'aide du ministère de la Recherche et de la Technologie (MRT). Sur la recommandation d'une mission interministérielle *ad hoc* (MAE, MRT, CNRS), un accord cadre, signé en mars 1986 par les trois partenaires, substitue à la MP3 une équipe de recherche « archéologie, préhistoire, paléontologie » (ER 321)⁷⁶. On prévoit que « les nouveaux programmes [en sciences sociales doivent] être soutenus par une structure distincte créée en pendant au laboratoire d'archéologie et rattachée comme celui-ci au CRFJ, le Centre prenant le caractère d'une structure d'accueil ».
- 42 Mais, incapable de suivre, le CNRS renonce aussitôt à appliquer l'accord. Du coup, l'ER 321 doit assurer la marche de la base en plus du soutien aux programmes archéologiques. B. Vandeermersch, qui avait accepté de présider aux destinées de l'ER, jette l'éponge, alors que surgit un nouveau facteur de trouble : le CNRS exige à la fin de 1986 le « prompt retour » des archéologues résidant à Jérusalem. Cette mesure – juste contrepartie de l'indexation des salaires qui ne pouvait être un avantage acquis à vie – compromet l'avenir des programmes archéologiques en cours si leurs maîtres d'oeuvre

viennent à être dispersés, sans parler des soucis de carrière de ces chercheurs, interdits, pensent-ils, de pays arabes⁷⁷.

- 43 Courant 1987, la direction du CNRS propose à la DGRCSST un nouveau projet de restructuration dissociant la gestion du CRFJ, qui deviendrait une unité mixte de recherche (UMR) assumée « en commun sur le principe d'égalité », et le soutien aux deux séries de programmes – archéologie d'une part, sciences sociales de l'autre –, formant deux groupements de recherches (GDR). Mais seule l'idée d'UMR est retenue, et, en attendant l'issue de négociations sur lesquelles nous ne savons rien, le CRFI devient une unité propre de recherche en 1987 (UPR 321), puis, en 1990, une unité de service (USR 90).
- 44 La solution survient avec la signature d'une courte convention entre la DGRCSST et le CNRS faisant du Centre, à compter du 1^{er} janvier 1992, une UMR renouvelable tous les quatre ans⁷⁸. Le professeur François Blanchetière, historien du judéo-christianisme, puis, à partir de 1996, le chercheur Dominique Bourel, spécialiste du judaïsme allemand, sont nommés à sa tête d'un commun accord. La mission de l'UMR 9930 est de « promouvoir et [...] réaliser des opérations de recherches de haut niveau avec des partenaires israéliens dans les domaines des sciences de l'homme et de la société »; plus précisément dans ceux de la préhistoire et de l'archéologie locale, du monde juif et de la société israélienne contemporaine. Le comité scientifique, où tous les partenaires sont représentés, se réunit alternativement à Paris ou à Jérusalem.
- 45 Point capital : l'affectation des moyens relève « de la responsabilité partagée du CNRS et du MAE (DGRCSST) ». Les deux organismes participent au budget de fonctionnement, attribuent les personnels (titulaires pour le CNRS, allocataires et volontaires du service national pour le MAE), contribuent aux opérations scientifiques. L'unité se voit enfin assigner des tâches de publications (financées par les deux organismes) et de valorisation.
- 46 Aujourd'hui encore, le CRFJ vit sous le régime de cette convention, inchangée. Est-ce à dire que tout y est sans nuages? Évidemment non. D'un point de vue administratif, la distance avec Paris, la multiplication des sections du Comité national consultées (au nombre de sept), les exigences différentes en matière d'évaluation des deux organismes de tutelle continuent de faire problème⁷⁹.
- 47 Autre souci récurrent, celui de l'hébergement. Le départ d'Emmaüs en 1994 fut un traumatisme pour les archéologues, qui y virent l'étranglement final et délibéré de leur activité⁸⁰. Comme le MAE exclut de faire l'acquisition d'un bien immobilier à Jérusalem, comme ailleurs en Israël, en raison des incertitudes politiques, il faut louer dans une cité où les baux se négocient très haut et, de surcroît, en dollars⁸¹. Le choix se porte sur une belle villa dans le quartier résidentiel de Baka, qui a l'avantage d'avoir été régulièrement acquise par son propriétaire israélien. Bien que, comparé à Emmaüs, la place y soit limitée, elle devient un foyer pour le CRFI qui se désole d'avoir à le quitter à nouveau en 2003⁸².
- 48 Eu égard à ses missions, le Centre s'estime insuffisamment doté en crédits et en personnel. L'enveloppe budgétaire, considérable apparemment, ne permet pas, souligne-t-on, de dégager des moyens suffisants pour l'équipement de base et la recherche. Sans doute de son passé a-t-il hérité un nombre d'ITA supérieur à la moyenne dans le département SHS, d'où un véritable petit staff administratif, une politique active de manifestations et de publications⁸³. Mais le nombre des chercheurs

affectés reste bas, même augmenté par les allocataires, des boursiers, les bénéficiaires de « mois-chercheurs », ou encore quelques universitaires détachés – hétérogénéité des statuts lourde à gérer au demeurant.

- 49 Le CRFI a-t-il retrouvé au total une identité forte et un véritable rayonnement en Israël ? Du chemin a été accompli sans que l'on puisse tenir le pari pour gagné. La nouvelle image issue des programmes sur le monde juif et l'État d'Israël contemporain manque encore de corps et de cohérence dans un environnement scientifique particulièrement exigeant en la matière⁸⁴. Bien que toujours menés en liaison avec des chercheurs israéliens, ils se résument encore trop, comme souvent dans les laboratoires SHS, en une collection de travaux personnels des chercheurs du Centre, risquant fort d'être interrompus par leur départ. Sans bibliothèque conséquente et en dépit des colloques et des séminaires, le CRFJ n'est pas encore ce lieu de vie scientifique intense espéré.
- 50 Quant à l'axe « archéologie-préhistoire » du Centre, force est de constater son extrême fragilité, aspect des interrogations actuelles sur la présence archéologique française en Israël⁸⁵. Sans archéologue en poste en 1997-1998, le Centre s'en est vu affecter une en 1999, pour trois ans. Sera-t-elle remplacée ? Faut-il du reste s'acharner à perpétuer le passé, ne serait-ce qu'en ménageant au Centre une fonction de carrefour pour les archéologues fouillant actuellement, chacun de leur côté, dans le pays ? Et que faire en tout état de cause du matériel archéologique non étudié qui « encombre » toujours les locaux ?
- 51 Bref, ni laboratoire au sens classique du terme, ni Institut français à l'étranger, le CRFJ continue d'illustrer la difficulté de dépendre d'une double tutelle dont elle profite et pâtit à la fois, dans un climat politique alourdi par l'échec du processus de paix israélo-palestinien. « Une réflexion doit être menée sur son avenir », lit-on dans le rapport d'activité 2000 qui évoque le risque d'« asphyxie financière et humaine ». Mais le Centre a-t-il jamais été autre chose qu'un établissement en devenir, dans un environnement à la fois instable et stimulant ?

NOTES

1.R. Dussaud (1868-1958) est le secrétaire perpétuel de l'Académie des inscriptions et belles- lettres ; A. Parrot (1901-1980) dirige les importantes fouilles de Mari de 1933 à 1957.

2.Sur l'École biblique et archéologique française de Jérusalem, voir Ève Gran-Aymerich, *Naissance de l'archéologie moderne, 1798-1945*, CNRS ÉDITIONS, 1998, p. 348, 405, 427-428. La décision de lui accorder deux boursiers est annoncée par Henri Laugier, directeur général des relations culturelles au ministère, lors de la réunion de la commission des fouilles du 18 avril 1945, Archives du ministère des Affaires étrangères (MAE désormais), Relations culturelles 1845-1970, vol. 34.

3.Le Centre se prépare à célébrer son cinquantenaire par un grand colloque, les 3-6 juin 2002, à Jérusalem.

4. Outre certaines sources imprimées et divers témoignages, cette étude se fonde sur la consultation des archives du CNRS (dépôts de Gif-sur-Yvette et de Fontainebleau) et du ministère des Affaires étrangères. Notre documentation conserve néanmoins des lacunes, la plus gênante étant l'absence de sources primaires en provenance du Quai d'Orsay à partir du milieu des années 1960.

5. Ce passage est très inspiré des mémoires de J. Perrot, *Et ils sortirent du paradis. Carnets d'un archéologue en Orient 1945-1995*, Éditions de Fallois, 1997, ainsi que des deux entretiens qu'il nous a accordés à Paris, les 20 avril et 2 juillet 2001.

6. R. Neuville (1899-1952) a fouillé les grottes et abris de l'Ouadi Khareitoun, entre Bethléem et la mer Morte, ainsi que de Qafzeh près de Nazareth. En 1934, il donne dans *La Revue biblique* un aperçu de la préhistoire palestinienne qui fait longtemps autorité.

7. É. Dhorme (1881-1966) fut professeur au Collège de France de 1933 à 1951.

8. J. Perrot, *op. cit.*, p. 31.

9. Dès mars 1945, le Quai avait incité le père de Vaux à lancer une fouille française. MAE, Relations culturelles 1945-1970, Enseignement, vol. 108, télégramme de H. Laugier au père de Vaux, Paris, 18 mars 1945.

10. Archives nationales de Gif-sur-Yvette (désormais AN G), 910025 DPAA, lettre de candidature de J. Perrot au CNRS, Jérusalem, 9 octobre 1946.

11. Cf. Jean-François Picard, *La République des savants. La Recherche française et le CNRS*, Flammarion, 1990, p. 104-107.

12. J. Perrot, *op. cit.*, p. 42.

13. Une lettre, un mot de recommandation, accompagnent les dossiers envoyés par J. Perrot au Comité national. Cf. AN G 910025 DPAA, courriers des 28 avril 1947, 18 août 1949, 19 août 1950, 21 février 1951.

14. En 1948 et 1949, J. Perrot demande à cette commission « le réajustement de sa bourse pour frais de séjour à Jérusalem ». Fondée en avril 1946, présidée par le professeur Émile Terroine, cette commission entend gérer, en étroite liaison avec la DGRC et en fonction des besoins du pays, les demandes de subventions pour des voyages et missions scientifiques à l'étranger présentées par des chercheurs confirmés. Elle fonctionne par sous-commissions disciplinaires calquées sur celles de la commission des fouilles. Documents sur cette instance peu connue, et qui semble avoir disparu après 1950, in Archives nationales de Fontainebleau (désormais AN F) 780283, art. 26 et 224, et dans MAE, Relations culturelles 1945-1970, Enseignement, vol. 30 et 32.

15. Selon des données recueillies dans son dossier personnel (AN G 910025 DPAA), J. Perrot reçoit 20 £ par mois en 1946-1947, 40 £, puis 55 £ « palestiniennes » en 1949 et 1950, alors que, fait-il ressortir, le traitement d'un instituteur en Israël est de 125 livres mensuelles. En 1950, il obtient d'être payé, comme les fonctionnaires du consulat, en dinars jordaniens, une monnaie sans doute plus stable.

16. Nous savons par exemple qu'en voyage d'inspection pour le CNRS, C. Schaeffer, l'archéologue de Ras Shamra (Ougarit), et le consul se sont entretenus à Jérusalem, en novembre 1949, de la situation de J. Perrot, et qu'il fut maintenu sur place. AN G 910025 DPAA, Rapport de C. Schaeffer, « Mission de M. Perrot en Palestine », 15 février 1950. Il est possible que le ralliement de R. Neuville à la France libre pendant la guerre ait contribué au poids qui est le sien.

17. AN G 910025, Rapport de R. Dussaud sur J. Perrot, mai 1949. Dans le même esprit, rapports de É. Dhorme, mai 1947, mai et octobre 1948, ainsi que ceux de R. Dussaud à nouveau en mai 1950 et mai 1951. On notera que R. Dussaud a été impliqué en 1940 dans la constitution d'un comité d'écrivains et d'intellectuels contre l'antisémitisme et pour

la cause sioniste (Catherine Nicault, « Albert Cohen et le comité *Pro Causa judaïca* : nouveaux documents », *Cahiers Albert Cohen*, septembre 2000, p. 9-50). Il est probable qu'il considère avec sympathie la naissance de l'État d'Israël.

18. Voir È. Gran-Aymerich, *op. cit.*, p. 463-464, et Françoise Olivier-Utard, *Politique et archéologie. Histoire de la Délégation archéologique française en Afghanistan (1922-1982)*, MAE, Éditions Recherches sur les civilisations, Paris, 1997, p. 158-160.

19. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, dans *La France libre. De l'appel du 18 juin à la libération*, Gallimard, 1996, p. 20, nous apprend que C. Schaeffer (1898-1982) fut membre de l'état-major de l'amiral Muselier, ce qui n'est pas un brevet de gaullisme. Néanmoins, on sait aussi qu'il eut des contacts avec le Service des oeuvres du commissariat aux Affaires étrangères à Alger (MAE, Relations culturelles 1945-1970, Enseignement, vol. 34, échange de courrier entre le commandant Schaeffer et M. Varin du SOFE, le 7 novembre 1944 et le 9 avril 1945).

20. On persiste à regrouper pendant plusieurs années sous ce titre les fouilles de la « zone jordanienne » et de la « zone israélienne ».

21. 250 dinars jordaniens, selon une lettre de J. Perrot du 2 mars 1953, AN G 910025 DPAA.

22. J. Perrot, *op. cit.*, p. 83. MAE, Relations culturelles 1945-1970, Enseignement, vol. 176, lettre de Jean Baillou, chef du Service de l'enseignement et des oeuvres de la DGRC, au directeur général du CNRS, 3 août 1953.

23. MAE, Relations culturelles 1944-1970, Enseignement, 401, de J. Baillou au consul général de France à Jérusalem, 3 avril 1953. Notons que si le consul, dans sa réponse du 14 mars, accède aux vœux de la Commission, il estime « qu'une neutralité intransigeante est encore la meilleure attitude à prendre pour éviter les inconvénients de la situation où les Arabes ont placé le Moyen-Orient... ».

24. Notamment, François Bordes et sa femme Denise, André Leroi-Gourhan et le paléozoologue Jean Bouchud. Cf. J. Perrot, *op. cit.*, p. 71-78.

25. *Ibid.*, p. 16, 90.

26. *Ibid.*, p. 91. Les papiers de la Commission des fouilles le confirment : J. Perrot n'eut pas de subvention cette année-là.

27. 3000 £ israéliennes en 1955 et à nouveau en 1956, 3 900 £ en 1957, 6000 £ (portées à 7 500) en 1958, 12400 £ (portées à 13 600) en 1959 et 1960, d'après les comptes rendus de la Commission des fouilles regroupés dans AN F 780305, art. 12.

28. A. Parrot succède à C. Schaeffer au secrétariat général de la Commission des fouilles en 1959, ce qui n'est peut-être pas sans rapport avec le doublement de la subvention accordée à J. Perrot cette année-là.

29. AN F 780305, art. 12 rapports du secrétaire général in comptes rendus des réunions de la Commission des fouilles des 28 juin 1956 (en date du 15 janvier 1957) et 12 juin 1958 (du 1^{er} février 1959).

30. C. Schaeffer soutient par exemple une théorie « absurde » (J. Perrot, entretien du 2 juillet 2001) sur les chambres souterraines d'Abou Matar, vestiges selon C. Schaeffer d'une exploitation minière.

31. Il ne semble pas que les fouilles du père de Vaux en zone jordanienne, à Tell el Fara'h (1946-1959) et surtout, depuis 1955, à Khirbet Qumran, chantier lié à l'affaire des manuscrits de la mer Morte, bénéficient d'une beaucoup plus grande libéralité.

32. Son allocation, payée alors en dinars jordaniens, correspond à quelque 85000 F par an à partir de 1953, passe à 91 000 F le 1^{er} janvier 1956, bien moins, comme l'explique J. Perrot au directeur adjoint du CNRS Michel Lejeune le 4 juillet 1957, que le salaire d'un

gendarme du consulat de Jérusalem (145 000 F). Un régime amélie, à compter des années 1960, le sort des chercheurs en « mission de longue durée », sans leur donner pleine satisfaction. Cf AN G 910025 DPAA, lettre de J. Perrot au directeur général du CNRS, 19 février 1963.

33.Correspondance sur ce thème entre J. Perrot et la direction du CNRS in AN G 910025 DPAA.

34.Parmi les documents mentionnant ces concours, voir les rapports de J. Perrot au CNRS en date du 28 février 1955, du 28 février 1959 et du 3 mars 1960, son rapport à R. Vaufrey du 5 avril 1957 (AN G 910025 DPAA).

35.Ceux-ci sont ponctionnés sur les crédits de fouilles.

36.Ce site clé du Natoufien sera fouillé jusqu'au milieu des années 1970 par J. Perrot, avec l'assistance de Monique Lechevallier en 1972-1973 et de François Valla de 1973 à 1976.

37.J.-F. Picard, *op. cit.*, p. 215-216.

38.Directeur adjoint pour les lettres et les sciences humaines de 1963 à 1966, P. Monbeig est directeur scientifique de 1966 à 1972. Il est le beau-frère du professeur Jean Piveteau, directeur du Laboratoire de paléontologie de la Sorbonne et futur membre de la RCP.

39.Ces volontaires sont, outre J. Perrot, Denise Ferembach, Jean Bouchud, Jacqueline Sauvage, Hélène Balfet, Jean et Nicole Chavaillon bientôt rejoints par Geneviève Dollfuss, Jacques Tixier, etc. Le dossier de demande de création de mai 1964 se trouve dans AN F 780208, art. 68.

40.*Ibid.*, rapport manuscrit de C. Schaeffer daté du 18 mai 1964. Les autres rapporteurs, A. Leroi-Gourhan (anthropologie) et Hélène Alimen (géologie), soulignent que le projet met les chercheurs français en bonne position face aux « équipes anglaises, américaines, japonaises ».

41.*Ibid.*, second projet pour la RCP et lettre d'accompagnement de J. Perrot, 24 septembre 1964.

42.B. Vandermeersch, élève de J. Piveteau, est alors assistant au Laboratoire de paléontologie de la Sorbonne.

43.AN F 780208, art. 68, projet de la RCP, p. 3-4.

44.*Ibid.*, art. 68, rapport de A. Perrot, 5 novembre 1964. Les autres rapporteurs, A. Leroi-Gourhan (section d'anthropologie) et J. Piveteau (section de géologie), n'expriment aucune réticence.

45.En juin 1965 encore, le rapporteur (non identifié) de la section 24 du comité national demande une « scission en 2 RCP ayant des buts bien définis et aimerait que M. de Contenson soit responsable de la nouvelle RCP relative à la zone arabe ».

46.AN 780208, art. 68, lettres de J. Perrot à Geneviève Nieva, 16 janvier et 2 février 1965. Les responsables en titre successifs de la RCP sont, après J. Perrot, H. Alimen, la directrice de l'Institut géologique du Quaternaire à Bellevue (1966-1968), D. Ferembach de l'Institut de paléontologie humaine (1969-1970) et J. Piveteau (1971-1973).

47.Sur ce versant essentiel des activités de J. Perrot entre 1967 et 1980, se reporter à ses mémoires, *op. cit.*

48.Il fallut renoncer en revanche à fouiller en Turquie, ainsi qu'à un projet d'étude des terrasses de la Caspienne en corrélation avec les glaciations d'Europe occidentale. J. Perrot, *op. cit.*, p. 231 sq., et entretien du 2 juillet 2001.

49.AN F 79078, art. 22, Rapport de la RCP 50, 1971-1972.

50. Section « Biologie et physiologie végétale » (à partir de 1965), puis celle d'océanographie (en 1971). AN F 79078, art. 22.
51. *Ibid.*, procès-verbal de la réunion de la commission permanente de la RCP 50, 19 juin 1970, et rapport de Jean Yoyotte, automne 1971, qui évoque la transformation possible de la RCP en « GRA [Groupement de recherches archéologiques] du CRA » !
52. AN F 780208, art. 68, lettre d'accompagnement de J. Perrot au second projet de la RCP, 24 septembre 1964.
53. AN F 820698, art. 2, lettre de J. Perrot à Louis Lipatz, 8 décembre 1971.
54. AN F 79078, art. 22, rapport de la RCP 50, 1971-1972, et lettre de J. Perrot à P. Monbeig, 5 novembre 1970.
55. *Ibid.*, lettre de J. Perrot à P. Monbeig, 5 novembre 1970.
56. *Ibid.*, J. Perrot évoque une récente entrevue avec M. Saint-Mleux, chef des services de la diffusion et des échanges culturels à la DGRCSST, qui aurait « accueilli favorablement le principe d'une participation de la DGRCSST aux frais de fonctionnement ». De même, AN F 820698, art. 2, lettre de J. Perrot au successeur de M. Saint-Mleux, Louis Lipatz, 8 décembre 1971.
57. J. Perrot, *op. cit.*, p. 247.
58. AN F 820698, art. 2, point 5 de l'ordre du jour du CA, 28 juin 1973, et tableau récapitulatif, juin 1973.
59. *Ibid.*, lettre de J. Perrot sans doute à Bernard Pottier, directeur scientifique, 23 août 1973. Quatre autres Missions sont créées, en Afghanistan, au Mexique, à Karnak, puis en Inde.
60. AN F 860367, art. 10, note de M. Aude, directeur des Relations extérieures et de l'Information, à l'attention de B. Pottier, 18 février 1976, au sujet d'une réunion où les Missions permanentes sont à l'ordre du jour.
61. Assimilés en 1974 aux agents des Affaires étrangères en mission à l'étranger, les chercheurs et les ITA affectés à l'étranger touchent dès lors, à titre d'indemnité d'expatriation, une indexation pleine qui, selon les catégories, multiplie le salaire de base de 1,5 à 3.
62. Voir, par exemple, AN F 820698, art. 7 ; nous ne disposons pas des procès-verbaux de la commission pour cette période.
63. Documents dans MAE, Afrique-Levant 1944-1965, Israël, 570 et AN F 860367, art. 22, AN F 780283, art. 18.
64. AN F 820698, art. 2, correspondance Perrot-Pottier en 1975 et 1976 à ce sujet, et rapport de la MP3, 1976-1977.
65. J.-F. Picard, *op. cit.*, p. 253.
66. Témoignage de Charles Séraphin, régisseur (entretien téléphonique, 9 juillet 2001).
67. AN F 860367, art. 10, « Note au sujet d'une mission effectuée en Israël », secrétariat général du Comité national, 9 avril 1974.
68. AN F 820698, art. 2, lettre de J. Perrot à Jean Pouilloux, 6 décembre 1978 (avec le devis des travaux).
69. Selon le Rapport d'activité de l'UPR 321, 1986-1987, rapport important pour retracer l'histoire du Centre entre 1978 et 1986, années de lacune documentaire.
70. Le regroupement à Emmaüs n'est cependant pas total. Les locaux centraux de la rue Lincoln, conservés, abritent la direction, les affaires administratives et financières, le service de documentation.
71. En 1986, le Centre compte cinq archéologues en poste et sept ITA, une cinquantaine de chercheurs participant à des titres divers aux travaux dont on trouve le détail dans

le Rapport d'activité de l'UPR 321, 1986-1989, déjà cité. Signe néanmoins d'une certaine désintégration chacun des responsables des sept grands chantiers traite directement désormais avec la commission des fouilles, sans en référer au directeur.

72. Témoignage de D. Bourel, 1^{er} mai 2001 Jérusalem.

73. AN G 950037, art. 2. courriers de J. Carroux et de J. Perrot à J. Lautmann, 20 et 22 novembre 1988.

74. *Ibid.*, Rapport d'activité l'UPR 321, 1986-1989, et notamment, en annexe, compte rendu de l'assemblée générale à Emmaüs le 27 juillet 1989. En 1989, le CRFI compte six chercheurs, dont deux sociologues, et toujours sept ITA. En incluant les vacataires, les permanents sont environ vingt.

75. *Ibid.*, échange de courrier entre C. Guérin, J. Lautmann et J. Carroux, mai-octobre 1989.

76. Les signataires sont Thierry de Beaucé, alors directeur général de la coopération scientifique et technique, Pierre Papon, directeur général du CNRS, et Bruno Delage, le délégué aux affaires internationales du MRT.

77. Le DG de l'époque, P. Papon, a cependant donné la possibilité au personnel ITA en poste à l'époque de demeurer à Jérusalem au-delà de 6 ans, avec, dans ce cas, un statut de recruté local, une « indexation fixe » annuelle, équivalant à une prime, s'ajoutant seule au salaire de base (selon la secrétaire générale, Élisabeth Warchawski, entretien du 2 mai 2001, Jérusalem).

78. La convention est signée de François Kourilsky, DG du CNRS et de Yves Saint-Geours, sous-directeur des sciences sociales et humaines à la DGRCSST. Le document se trouve dans les archives du Centre.

79. Les attentes du Quai procèdent de sa conception du Centre comme un élément de la politique culturelle de la France en Israël (entretien avec Serge Sobczynski, conseiller de coopération et d'action culturelle à l'ambassade de France à Tel Aviv, Paris, 7 mai 2001).

80. Les archéologues accusèrent F Blanchetière d'avoir ourdi ce déménagement. En réalité, ce sont les pères de Bétharram, propriétaires, qui voulaient récupérer le bâtiment, avec le soutien du consulat (selon D. Bourel, 1^{er} mai 2001, et C. Séraphin, 9 juillet 2001).

81. Le loyer, payé sur les crédits de fonctionnement, tourne autour de 410-420 000 F de 1994 à 1996, et passe à 500 000 F ensuite, en raison du taux de change du dollar et malgré la nouvelle procédure de remboursement de la TVA. Comme le fait remarquer É. Warchawski (2 mai 2001), Emmaüs coûtait cher aussi, non pas à cause du loyer (60 à 70 000 F), mais de l'entretien et des dépenses de fonctionnement (environ 400 000 F par an).

82. Le processus de paix aidant, le Quai a été sur le point d'acheter la villa de la rue Shimshon. La seconde *Intifada* a mis un terme à l'opération, d'autant que les disponibilités du ministère sont absorbées par la construction de l'ambassade de Berlin (S. Sobczynski, 7 mai 2001).

83. Celles-ci sont déclinées dans l'annexe 3 de la convention : les collections *Les Cahiers du CRFJ*, série *Hommes et Sociétés*, *Mémoires et Travaux de Jérusalem*, *Cahiers du CRFI*, série *archéologie* ; les anciens périodiques, *Lettre d'information du CRFJ* et, en collaboration avec le service scientifique de l'ambassade, *Dagush*, *nouvelles de la coopération franco-israélienne*, auxquels s'est substitué le *Bulletin du Centre de recherche français de Jérusalem*.

84. En 1999, ils portent sur la culture juive allemande du XVIII^e siècle à 1945, la France, l'Europe occidentale et la Palestine aux XIX^e et XX^e siècles, les communautés juives

éthiopiennes en Israël, les dimensions socioculturelles de la santé mentale en Israël. En 2000, s'est ajouté un projet d'étude du quartier arménien de Jérusalem. Sans compter les recherches personnelles des doctorants, sur les Bédouins du Néguev, les citoyens arabes d'Israël, etc.

85.S. Sobczynski, entretien du 7 mai 2001.

INDEX

Mots-clés : Centre de recherche français de Jérusalem

AUTEUR

CATHERINE NICAULT

Catherine Nicault est professeur d'histoire contemporaine à l'université de Reims.